

N° Chrono :TD/SK/2021-379

Date : 3 août 2021

INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION DU 19/11/2020
Société SALZGITTER

N° S3IC : 0054.01359

Commune(s) : *Montbard*

Visite:	administrative	programmée	annoncée	PPC	Régime:	SSB
Priorité	nationale	Attribut S3IC n°1 :	Bruit			
		Attribut S3IC n°2 :	Eau de surface			
		Attribut S3IC n°3 :	Équipement sous pression			

Liste des installations inspectées:

- ensemble du site

Référentiel de l'inspection:

Arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 (AP1)

Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples (AM1)

Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (AM2)

Personne(s) rencontrée(s):

le responsable qualité environnement et son ingénieur

le responsable maintenance et son technicien

le responsable production

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité

de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Synthèse:

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Lors de la visite d'inspection :

- 3 non-conformités ont été constatées, concernant les émissions sonores et les équipements sous pression,
- 1 demande de compléments est formulée concernant la consommation spécifique.

Ces éléments sont détaillés dans le tableau des constats en annexe.

Propositions de suites

- Constats à traiter par courrier ;

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Le chef de Unité Départementale de la Côte d'Or par intérim
Signé	Signé	Signé

Annexe 1 : Fiche de constats

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire	
Bruit				
Art 6.2.1 AP	<u>Valeurs Limites d'émergence</u>		<p>L'exploitant a présenté le rapport d'étude d'impact sonore (référence OI8512_2015-11 du 22/12/2017) réalisé par DEKRA. Les mesures ont été réalisées le 29 novembre 2017</p> <p>Non-conformité n°1 :</p> <p>Le rapport relève un dépassement de l'émergence nocturne de 0,5 dB (3,5 dB mesuré pour une émergence admissible de 3 dB) au niveau des premières habitations situées avenue Maréchal Leclerc</p>	
	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés		Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)		4dB(A)
	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)		3 dB(A)
Art 6.2.2 AP	<u>Niveaux limites de bruit</u> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		<p>Non-conformité n°2 :</p> <p>Le rapport relève un dépassement du niveau sonore nocturne de 0,5 dB (60,5 dB mesuré pour un niveau sonore limite de 60 dB) au niveau du point 3. Ce point de mesure est influencé par le bruit du four et de la TAR.</p>	
	PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et		PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et

Article	Prescription contrôlée			Constats	Commentaire
		jours fériés)	jours fériés)		
	Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)		
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.					
Équipement sous pression					
Art 6III AM1	III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.			non-conforme	<p>L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression.</p> <p>Non-conformité n°3 :</p> <p>la liste présentée n'indique pas :</p> <ul style="list-style-type: none">le type d'équipement ;le régime de surveillance ;les dates exactes de dernière et prochaine inspection périodique et de dernière et prochaine requalification périodique. <p>En effet, au lieu de présenter les dates exactes, l'exploitant suit l'entretien de ses ESP grâce à un planning avec un pas de temps annuel. Ainsi, on connaît uniquement les années de réalisation des inspections et requalifications périodiques. De plus la différenciation entre les inspections et requalifications faite et à faire se fait uniquement par un code couleur.</p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
Art 18 AM1	<p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]</p> <p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p> <p>[...]</p>	Absence d'observation	L'Inspection a contrôlé le réservoir PAUCHARD W3920. La requalification a été réalisée le 12 août 2020 dans les délais. L'Inspection a pu contrôler visuellement l'équipement, les équipements de sécurité correspondent aux éléments notés sur le rapport de requalification.
Eau			
Art 21 AM2	<p>I.-Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite " consommation spécifique ", la plus faible possible.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la consommation spécifique d'eau maximale de l'installation.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les eaux de rinçage ; -les vidanges de cuves de rinçage ; -les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; -les vidanges des cuves de traitement ; -les eaux de lavage des sols ; -les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les eaux de refroidissement ; -les eaux pluviales ; -les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. <p>On entend par surface traitée la surface</p>	Observation et demande de compléments	<p>L'exploitant a présenté le calcul de la consommation spécifique pour les mois de janvier à octobre 2020. Selon son calcul, l'exploitant obtient une consommation spécifique entre 4,36 (février) et 6,14 (avril) l/m².</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de compteur d'entrée permettant de prendre en compte l'ensemble des eaux consommées. Il estime cette consommation comme étant le volume rejeté par la station d'épuration DEGREMONT.</p> <p>Observation n°1 :</p> <p>Cette estimation est potentiellement erronée. En effet, d'un côté, cette estimation prend en compte les volumes des produits (lait de chaux et acide) utilisés pour le traitement, ce volume ne doit pas rentrer dans le calcul de la consommation spécifique. D'un autre côté, cette estimation ne prend pas en compte ni les eaux de lavage des sols ni les eaux qui sont évaporées par le process.</p> <p>Demande de compléments n°1 :</p> <p>Après analyse des données d'entrée du calcul présenté, il apparaît que la très grande majorité des produits comptabilisés dans la surface traitée par DEC1 apparaissent deux fois. L'exploitant doit</p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
	<p>immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>II.-La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>		<p>justifier pourquoi ces produits apparaissent deux fois.</p>